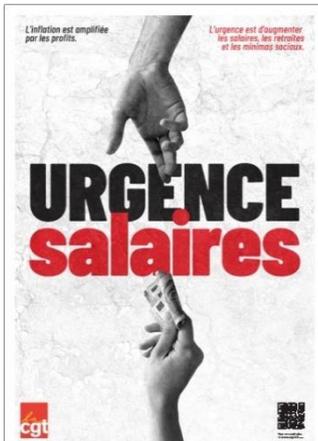


Emmanuel Macron dans sa conférence de presse le 16 Janvier, puis Gabriel Attal dans son discours de politique générale le 30 Janvier, ont souhaité plusieurs réarmements pour la France, en particulier civique ou démographique.

### **D'autres réarmements sont pourtant plus urgents.**

**Réarmons la fraternité**, en exigeant à Gaza tant le cessez le feu immédiat et l'arrêt des bombardements génocidaires que la libération des otages, et en refusant que la Méditerranée soit changée en cimetière de migrants qui n'aspirent qu'à une vie meilleure.

**Réarmons le pouvoir d'achat dans notre pays**, en commençant par ceux qui ne peuvent plus se loger, 330 000 personnes sans domicile, 3 000 enfants qui dorment dans la rue cet hiver, près de 800 000 interventions pour impayés sur l'électricité, et en même temps 100 milliards de dividendes versés aux actionnaires du CAC 40 en 2023.



**Réarmons les services publics**, en redonnant à leurs agents les moyens d'exercer leur mission et en les rémunérant dignement. Depuis vingt ans les salaires des fonctionnaires ont décroché de plus de 20% par rapport à l'inflation. Et ce phénomène continue : la vérité c'est que nos salaires réels baissent. La solution n'est pas de distribuer à certains quelques primes au mérite, afin que, pour eux, le salaire baisse un peu moins. La solution c'est une augmentation générale des salaires, pour retrouver notre pouvoir d'achat avec un point d'indice porté à 6€, et **c'est sur ce mot d'ordre que la CGT appellera à la grève et aux manifestations le mardi 19 mars**. Il est d'ailleurs symptomatique qu'à l'INRAE la revalorisation des grilles de salaires des contractuels, depuis le 1er janvier, se fasse différemment suivant leur date de recrutement et les moyens de leur unité, à rebours du principe "à travail égal, salaire égal". **La CGT-INRAE a déposé une motion en ce sens.**

De pouvoir d'achat on en a encore entendu parler avec le mouvement des agriculteurs. A l'heure où se tient ce CSA on ne peut que tirer un bilan temporaire, mais il est à craindre que la voie de sortie qu'a trouvée le gouvernement, main dans la main avec la FNSEA, ne soit la voie la plus funeste, celle qui, encore une fois, ne voit ni le long terme, ni l'intérêt général. Au lieu de rechercher des prix qui permettent une juste rémunération du travail des producteurs, au lieu de rediscuter la chaîne de la valeur en encadrant les marges de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution, au lieu de combattre l'organisation libérale des échanges agricoles et de dénoncer les traités correspondants, c'est le sacrifice des mesures de protection de l'environnement et de la transition agroécologique qui se dessine.

Les missions de l'INRAE sont au cœur du débat, avec le travail de tous ceux qui œuvrent à repenser l'ensemble des modèles agricoles pour bien produire, bien manger et bien vivre de son travail. L'INRAE doit éclairer le chemin sur lequel l'agriculture, les industries et les services publics doivent s'engager pour nourrir convenablement les populations en améliorant les conditions environnementales et humaines de la souveraineté alimentaire pour le long terme, et en remettant l'humain au centre de nos orientations.

**A l'ordre du jour de ce CSA figure les priorités 2024 du plan de développement des compétences.** Nous nous interrogeons sur la diminution, depuis la fusion INRA-IRSTEA, des budgets dédiés à la formation permanente sur certains centres, ainsi que sur le poids financier des formations à l'encadrement à destination des responsables hiérarchiques, dispensées par des prestataires extérieurs.

**Figure également à l'ordre du jour un point sur le déploiement des outils SIFAC et Notilus**, pour lesquels la CGT demande un moratoire alors que nombre d'équipes frôlent l'asphyxie sous l'avalanche de tâches de plus en plus complexes, et alors que l'ensemble des agents attend toujours des outils permettant un appui réel pour la gestion de la recherche. La CGT a proposé une pétition qui (tous corps confondus) a recueilli plus de mille signatures que nous remettons à la Direction Générale. C'est révélateur des inquiétudes des agents concernés, qui de plus viennent, pour certains, de se voir modifiées leurs règles de responsabilité pécuniaires.

Enfin l'examen du budget initial 2024 sera pour nous l'occasion de redire nos craintes face à une subvention pour charge de service public qui augmente moins que l'inflation, et devant des niveaux de recrutement insuffisants pour permettre à l'Institut de retrouver, a minima, les effectifs qu'il avait au moment de la fusion INRA IRSTEA au 1er Janvier 2020.

Dans ce contexte budgétaire, la perspective de l'installation d'une agence de programmes suscite surtout de la perplexité, son articulation avec le reste de l'organisation de l'Institut étant pour le moins nébuleuse. A l'inverse de ce genre de grandes mutations vers toujours plus de guichets, toujours plus d'appels d'offres, la CGT INRAE revendique un système alternatif de financement de la recherche basé avant tout sur des crédits récurrents. En maintenant les montants actuels alloués à la recherche, ce système conduirait à une dotation par agent de 18 à 20 000 euros par an, en moyenne sur l'ensemble de l'Institut.

## Motion sur la rémunération des contractuels

Motion adoptée 6 pour (CGT SUD CFTC) - 4 abstentions CFDT

Compte tenu de la rupture d'égalité de rémunération instaurée entre contractuels selon leur date de recrutement ou selon les moyens des unités, le Conseil Social d'Administration demande à la Direction Générale de revaloriser les salaires de l'ensemble des contractuels à égalité selon les montants de la nouvelle grille adossée à la note de service 2023-71, et ce quelle que soit leur date de recrutement ou les moyens des unités. L'INRAE doit prendre les sommes nécessaires sur un fonds propres dédié et ne pas faire reposer la revalorisation sur les unités.

## Motion d'actualité

Motion proposée par SUD adoptée à l'unanimité

Des bâtiments attaqués sur tout le territoire, des agents soumis à des pressions parfois physiques et bientôt un office sous tutelle imposée des préfets. Les élu-es du CSAE INRAE apportent un soutien unitaire au personnel de l'Office Français de la Biodiversité (OFB).



Bulletin d'adhésion à retourner à la CGT-INRAE

Porte de Saint-Cyr, RD 10,  
78210 Saint-Cyr l'École  
ou [cgt@inrae.fr](mailto:cgt@inrae.fr)



Centre INRAE : .....

Qualité (M. ou Mme) : ..... NOM : .....

Prénom : ..... Date de naissance : ...../...../.....

Corps : ..... Grade : .....

E-mail : .....